

La voix de l'Opposition de gauche

Voilà pourquoi nous ne signerons pas cette lettre.

25 juin 2012

Titre : Lettre ouverte à François Hollande pour un référendum sur le Pacte budgétaire

Origine : Attac et la Fondation Copernic. (autrement dit le PCF et le PS !) ainsi que des "chercheurs".

Voyons comment ils ont présenté cette initiative, ensuite nous verrons le contenu de cette lettre.

- La crise européenne est arrivée à un point crucial. Aveugles volontaires, nos dirigeants s'obstinent dans des politiques brutales d'austérité alors que la crise provient des dérives de la finance. Le "Pacte budgétaire" a été élaboré par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour corseter définitivement les politiques économiques.

François Hollande se prépare à le faire ratifier par le Parlement nouvellement élu s'il parvient à faire adopter tout ou partie du "Pacte pour la croissance" qu'il propose aux autres dirigeants européens. Mais seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur des enjeux aussi essentiels.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, des responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs lancent une lettre ouverte à François Hollande : "*Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum. (www.france.attac.org)

D'où vient vraiment la crise : des "*dérives de la finance*" comme il est dit ici, ce qui paraît plutôt réducteur, simpliste ou léger comme analyse, ceux qui optent pour cette explication prétendent qu'il suffirait de mettre au pas la finance ou de prendre quelques mesures appropriées pour que l'on baigne dans le bonheur, que le chômage, la précarité et la pauvreté disparaissent d'un coup de baguette magique, sans jamais poser la question de savoir à quoi correspond réellement cette crise, dans quel contexte elle est apparue, à quel moment précis de l'évolution du capitalisme mondial a-t-elle éclaté, pourquoi frappe-t-elle de préférence certains pays ou continents plus que d'autres.

Quant aux exactions de la finance, là non plus elles ne sont pas apparues du jour au lendemain, elles ne sont pas sorties de nulle part, elles ont été favorisées par un ensemble de mesure prises par les différents chefs d'Etats ou de gouvernements qui se sont succédés en Europe et dans les pays du G20 au cours des trois dernières décennies, mesures qui ont contribué à accroître son pouvoir, son pouvoir de nuisance sur les Etats qui tous se sont pliés à ses exigences jusqu'à en être leurs débiteurs privilégiés et à en devenir leurs otages tout autant que leurs complices, puisqu'il s'est agi d'un processus accepté par tous les partis qui se sont succédés au pouvoir dans ces pays-là, jusqu'à preuve du contraire ce ne sont pas les banquiers qui ont pris le pouvoir et qui ont décidé quelle politique serait adoptée par les Etats mais bien les partis qui disposaient de la majorité au sein des institutions dans chaque pays.

Si en résumé la dérive de la finance se réduit à la captation d'une part de plus en plus importante de la plus-value produite par une minorité, nous venons de voir rapidement comment, il reste à voir pourquoi. Laissons de côté la baisse du taux de profit qui est sans doute l'un des facteurs

déterminants de ce processus, pour la bonne raison que je ne possède aucun élément chiffré et précis pour aborder cette question.

Peu importe, cela se traduit notamment par la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale dans un monde peuplé de plus de 7 milliards d'habitants qui ont des besoins de plus en plus urgents à satisfaire, ce que est incompatible avec l'accaparement des richesses produites par une minorité de parasites qui estiment n'en avoir jamais assez, d'où les violentes politiques d'austérité dirigées contre les travailleurs qui disposent de conditions de travail et un niveau de vie meilleures et supérieur au reste des travailleurs dans le monde.

Ils ont commencé à développer des marchés là où les travailleurs étaient surexploités et pratiquement sans droits politiques dans des pays où le PIB par habitant demeure très faible par rapport à celui des pays capitalistes développés, tandis que la croissance économique ralentissait ou stagnait avant de devenir négative (récession) dans les pays dominants de l'UE, de telle sorte que les Etats se retrouvent littéralement étranglés par le poids de leurs dettes et n'aient plus comme seul recours pour faire face à leurs créances que de réduire leurs dépenses en taillant à la hache dans les budgets sociaux tout en imposant une politique d'austérité de plus en plus violente aux travailleurs, l'aristocratie financière et les actionnaires des multinationales ou des grandes entreprises estimant qu'il n'y avait aucune raison pour qu'ils engrangent d'énormes profits dans les pays ou les continents où la législation leur était particulièrement favorable et qu'il n'en soit pas de même partout dans le monde, quitte à entraîner la chute de gouvernements ou de partis au pouvoir au profit d'autres tout aussi dociles à leur endroit.

Bien entendu, cette stratégie qui a pour objectif de mettre au pas le prolétariat mondial, de le réduire pour ainsi dire en esclavage, demeure sujette aux contradictions du capitalisme qui s'expriment notamment à travers la lutte de classe des exploités.

Il y a encore une question qu'il faut se poser.

Au bout du compte, la crise actuelle du capitalisme et les dérives de la finance pour reprendre les termes employés par les rédacteurs de cet appel, elles n'auraient jamais eu lieu si la classe ouvrière avait pris le pouvoir pour s'attaquer aux fondements du capitalisme, si les partis (et les syndicats) qui étaient supposés la représenter ne l'avaient pas trahie, l'évolution du capitalisme n'aurait pas atteint le degré de décomposition et de barbarie que nous lui connaissons et qu'il nous fait subir, toutes les souffrances et tous les drames que les peuples vivent aujourd'hui et depuis des décennies leur auraient été épargnés, c'est d'une part le refus de ces partis de rompre avec le capital et ses institutions politiques à tous les échelons qui en est le responsable, inutile de dire que nous ne formulons aucune illusion sur leur capacité future à rompre avec le capital, ils en sont définitivement incapables, d'autre part l'incapacité dans laquelle s'est trouvée l'avant-garde révolutionnaire de proposer aux travailleurs une politique correspondant à la situation permettant ainsi de construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale indispensable pour vaincre notre ennemi.

Nous venons de voir que c'était en réalité la combinaison de plusieurs facteurs économiques et politiques qui étaient à l'origine de la situation actuelle, et que pour en sortir, un simple constat ne suffisait pas, de même que la réduire à la dérive de la finance consiste en vérité à camoufler tous les autres facteurs, à commencer par la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. La crise provient tout autant de l'évolution du capitalisme dominé par l'industrie financière, que de la crise de la direction du prolétariat que nous avons été incapable de régler au cours des 70 années qui viennent de s'écouler.

Qu'est-ce que signifie "une lettre ouverte à François Hollande : *"Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !"*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum" ? Leur objectif ne serait-il pas d'aboutir à un oui au Pacte budgétaire avec les citoyens sans fondamentalement s'attaquer au pouvoir des capitalistes, à l'UE ? Parce que Hollande pourrait être porteur d'une politique en rupture avec le capitalisme compatible avec l'existence de l'UE ? C'est oublié ou occulté pourquoi l'UE a été créée, qui l'a créée et dans quel objectif.

Au même moment, dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, Hollande recommandait (d') *"d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions"*, autrement dit, il s'engageait à avancer dans la construction européenne dont la politique de *"nature démocratique"* n'aura évidemment échappé à personne.

Qu'ont-ils écrit dans cette lettre adressée à Hollande ?

Ils réclament de *"l'Europe"*, donc de l'UE telle qu'elle existe et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, des *"politiques fiscale, budgétaire et monétaire infiniment plus ambitieuses et solidaires"*, autrement dit, ils ne rejettent pas l'orientation de l'UE, ils estiment qu'elle ne va pas assez loin et assez rapidement dans la voie qu'elle s'est tracée depuis Maastricht, comment cela, leurs propositions correspondent exactement aux problèmes auxquels sont confrontés les dirigeants de l'UE et les chefs d'Etats et qu'ils ne parviennent pas à résoudre justement parce qu'il n'existe pas d'harmonie fiscale, budgétaire et monétaire entre les Etats, donc ils se proposent ni plus ni moins que de les aider à les résoudre sur le dos des travailleurs puisque l'UE ne saurait représenter leurs intérêts, ils le confirment plus loin *"Il faut aussi un véritable budget communautaire et une harmonisation vers le haut des politiques sociales et fiscales européennes"*. On aurait pu gagner du temps en notant que leur discours était sur ce plan identique à celui des dirigeants de l'UE ou de Hollande.

Il n'est plus question de l'annulation de la dette des Etats ou d'un *"moratoire"* sur celle-ci, il suffirait que *"la BCE puisse racheter massivement les dettes des États membres et financer ceux-ci à des taux faibles"*, pour que le tour soit joué, *"pour engager la transition écologique et sociale"*, ben voyons. Et pour masquer leur collusion avec l'UE, ils s'en tirent avec un euphémisme grossier ou déplacé indiquant que cela impliquerait *"de corriger une anomalie démocratique"*, un léger disfonctionnement de l'UE en quelque sorte, s'employant à minimiser ou nier plutôt son caractère profondément antidémocratique, réactionnaire, sa nature n'étant pas en cause évidemment.

Comment le pourrait-elle puisqu'il suffirait de rejeter le Pacte budgétaire *"pour enclencher la nécessaire refondation de l'Europe"*, dans le cadre des institutions de l'UE qui leur va très bien en dehors d'une *"anomalie démocratique"* ici ou là, des broutilles quoi, pour ses partisans de l'UE. Comme ils n'osent pas l'avouer ouvertement, reconnaissant pour la circonstance que des *"résistances sociales et citoyennes émergent dans de nombreux pays contre les politiques d'austérité"*, devinez qui devrait contribuer à cette *"nécessaire refondation de l'Europe"*, je vous le donne en mille, le "peuple" pardi, à *"qui (il faut) donner la parole"*, d'où leur appel à un référendum et la boucle est bouclée.

Effectivement, ils ne peuvent pas avancer aussi rapidement qu'ils l'auraient souhaité dans la construction de l'Union européenne sans les peuples ou tant que leur résistance n'a pas été gravement entamée ou brisée nette. Pour se faire, les auteurs de cet appel se proposent d'y collaborer en venant au secours de l'UE, ce qu'indique clairement la dernière phrase de cette lettre : *"Vous montrerez que, pour vous comme pour nous, l'Union européenne et l'euro ne retrouveront un*

avenir que si nous construisons la souveraineté démocratique des peuples européens", bref, vive l'Union européenne et l'euro !

Finalement, ce référendum, qui serait destiné à "*donner la parole au peuple*", servirait à mieux l'enchaîner à l'UE, avec laquelle les auteurs de cette lettre à Hollande n'entendent pas rompre.

Nous ne signerons pas cette lettre et nous appelons les militants et travailleurs à ne pas la signer.

Parmi les signataires de cette lettre, on retrouve les parasites habituels du mouvement ouvrier sous la signature de dirigeants d'Attac, de la Fondation Copernic, Solidaires, Résistance sociale, Droit au Logement, Utopia, le Parti de Gauche, le PCF, la Fase, la Gauche unitaire, l'Association des Communistes Unitaires, le NPA, EELV, la Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs, Convergence et Alternative, le CNDF, les Economistes atterrés, Cadac, CADTM, auxquels il faut ajouter des représentants de la CGT et de la FSU.

Si on devait caractériser cette opération, on dirait qu'elle est du domaine de la manipulation des attentes des masses qui supportent de plus en plus mal le sort que leur réservent le gouvernement et l'UE, pour le compte de l'UE et du capitalisme mondial auxquels les auteurs et signataires de cette lettre sont subordonnés.

Par ailleurs, nous rejetons tout appel, toute pétition, toute initiative en direction de Hollande, du gouvernement, des députés ou des élus du PS, du PCF, d'EELV, de l'UMP ou du MoDem.

Nous prenons nos responsabilités, nous nous plaçons résolument au côté des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner ces partis en refusant de participer aux dernières élections législatives ou en refusant de voter pour un de leurs candidats en votant blanc ou nul.

Pour la même raison, nous ne signerons pas la pétition du POI destinée à Hollande.

Ces deux initiatives présentent des similitudes qui ne vous auront pas échappé, outre qu'elles représentent et s'adressent au même fond de commerce, l'expression est peut-être mal choisie mais il est tard et il ne m'en vient pas une autre plus appropriée à l'esprit), elles s'adressent à Hollande qui ne dispose d'aucune majorité (à l'Assemblée nationale compte tenu de l'abstention, etc.), donc légitimité pour ratifier le TSCG et le MES. S'adresser à lui revient donc à violer ce constat, c'est tenté de le légitimer à tout prix, sachant que finalement il ne tiendra pas compte de ces pétitions, ce que leurs auteurs savent pertinemment également quand ils ne s'en vantent pas.